

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI
Président
Autorité de régulation des communications
électroniques et des postes - ARCEP
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Valence, le 15 juin 2009

Objet : Consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz pour les services mobiles à très haut débit

Réf. LD/SV/09139

Monsieur le Président,

Le Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique regroupe le Conseil général de l'Ardèche, le Conseil général de la Drôme et la Région Rhône-Alpes. Il exerce en lieu et place de ses membres la compétence d'aménagement numérique sur le périmètre des deux départements de l'Ardèche et de la Drôme.

Le Syndicat déploie actuellement un réseau d'initiative publique sous la forme d'une délégation de service public attribuée à la société ADTIM (Axione, ETDE, Eiffage).

J'ai le plaisir de vous adresser notre réponse à la « Consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz pour les services mobiles à très haut débit ».

Par ailleurs, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Avicca, je vous invite à lire avec attention la contribution réalisée au sein de cette association de collectivités qui regroupe 57 Villes, 43 Communautés urbaines ou d'agglomérations, 15 syndicats de communes, 32 structures départementales et 13 régionales, soit 51.000.000 d'habitants.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués

Le Président du Syndicat ADN,



Hervé RASCLARD

Syndicat Mixte
Ardèche Drôme Numérique

Parc d'affaires de Lautagne
119 boulevard de la Corniche
26000 Valence
Tél. 04 75 82 23 21
Fax 04 75 82 84 36
www.ardechedromenumerique.fr
Courriel : contact@sm-adn.fr

ADN a pour membres les
Départements de l'Ardèche
et de la Drôme, la Région
Rhône-Alpes et bénéficie
du soutien de l'Union
européenne

Copie à :

M. Jean-Jack QUEYRANNE - Président du Conseil régional Rhône-Alpes,
M. Pascal TERRASSE - Président du Conseil général de l'Ardèche,
M. Didier GUILLAUME - Président du Conseil général de la Drôme.

Réponse du Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique

Les bandes de fréquences soumises à la consultation sont essentielles pour la couverture en très haut débit mobile, mais aussi fixe, dans un contexte de convergence technologique, de demande forte de « montée en débits » et de passage progressif à la fibre optique. Le « dividende numérique » doit bénéficier à tous les territoires.

Nos collectivités se sont fortement impliquées ces dernières années pour compenser les zones blanches laissées par le déploiement du GSM et ont tenté sans succès de disposer de fréquences Wimax pour pouvoir aménager durablement leur territoire en haut débit.

Nos territoires ruraux subissent systématiquement les décisions d'attribution de ces fréquences, tant en termes de délai de déploiement, de périmètre de couverture ou de niveau de services.

Le syndicat mixte ADN constate :

- qu'il est difficilement envisageable que la bande 800 MHz soit attribuée sur la base d'appels à candidatures régionaux ou départementaux, qui auraient permis aux collectivités d'y répondre dans une optique d'aménagement du territoire,
- que les engagements de déploiement sont systématiquement repoussés dans le temps, sans sanction, faussant ainsi les procédures d'attribution,
- qu'il faudra certainement dix ans pour fibrer l'essentiel des foyers en France, et qu'il en restera certainement encore une petite part à desservir par voie hertzienne,
- que la bande 800 MHz, conjuguant une propagation étendue et une bonne pénétration dans les bâtiments, offre une opportunité pour accélérer la montée en débit fixe et le très haut débit fixe et mobile.

Pour les deux bandes de fréquences, le Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique **souhaite que le « dividende numérique » profite effectivement et pleinement à l'aménagement numérique de tout le territoire** et demande :

- que l'ARCEP et le Gouvernement fixent des règles précises et contraignantes, pour assurer la couverture effective et rapide de l'ensemble du territoire en très haut débit, fixe et mobile. Un processus d'enchère visant à valoriser financièrement ces fréquences serait fortement dommageable à la couverture territoriale et laisserait le financement des zones blanches aux collectivités,

- que l'ARCEP rappelle, dès son appel à candidatures, le régime de sanctions en faveur de la couverture effective du territoire, ainsi que le permet l'article L.36-11 du code des postes et communications électroniques modifié par la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,
- que les exigences de couverture soient, au minimum, celles prévues pour l'UMTS pour l'ensemble des opérateurs (99,7% au niveau national),
- que cette exigence soit appliquée de la même façon dans chaque département, y compris dans les départements ultra-marins, et ce, en application de l'article L.32-1-7° du code des postes et communications électroniques modifié également par la loi de modernisation de l'économie,

Pour la bande de fréquence 800 MHz, vu son utilité pour la « montée en débits », le Syndicat Ardèche Drôme Numérique demande que la couverture soit achevée avant 2016.